



## **Arrêté n° 2023-045-ST**

**Objet : Arrêté portant autorisation de voirie et réglementant la circulation au profit de Bouygues Energies & Services pour une occupation du domaine public en relation avec des travaux situés sur le giratoire de l'Ormelette – RD 96**

### **Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,  
Vu le Code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 25 janvier 2023, par laquelle l'entreprise Bouygues Energies & Services située 4 rue des sources – ZAC de Villejames – 44350 GUERANDE, demande une autorisation pour occupation du domaine public, liée à des travaux découlant d'un arrêté du Département n° 2023126004 portant accord de voirie,  
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 : Autorisation de voirie**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 30 jours à compter du 20 février 2023, pour conduire les actions objet de la demande. Nature des travaux : Travaux préparatoires au remplacement d'un candélabre accidenté et passage de canalisation électriques.

#### **Article 2 : Prescriptions d'occupation**

Les prescriptions techniques formulées dans l'arrêté du Département sont applicables en totalité.

### **Article 3 : Réglementation de la circulation**

1. Les travaux de terrassement se feront avec les engins positionnés sur la bretelle de sortie du site de l'Ormelette. Une emprise de circulation de 5 m minimum sera conservée sur la RD 96.
2. La circulation sur la voie de sortie du site de l'Ormelette sera fermée pendant la durée des travaux.
3. La sortie et l'entrée du site de l'Ormelette se feront par la voie entrante sous alternat manuel.
4. Le stationnement sera interdit dans l'emprise de l'alternat
5. La vitesse sera limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.
6. Les travaux de manutention des mats d'éclairage seront réalisés sous route barrée pendant les phases de manœuvre. La durée de fermeture ne pourra excéder 10 minutes.
7. Les phases de manœuvre sont interdites entre 12h30 et 14h.
8. Les travaux devront se dérouler après 8h30 et avant 16h30.

### **Article 4 : Sécurité et signalisation de l'occupation du domaine public**

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son intervention sur domaine public. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

### **Article 5 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de ses actions sur le domaine public ou de l'installation de ses biens sur celui-ci.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires définies précédemment, le bénéficiaire recevra une injonction immédiate de procéder au retrait de l'occupation du domaine public.

### **Article 6 : Exécution de l'arrêté**

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **Article 7 : Recours**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa publication sous forme électronique.

### **Article 8 : Ampliation**

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 10 février 2023

Par délégation du Maire,  
Benoît BOULLET  
Adjoint au Maire

